

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 AVRIL 1889.

LOI ORGANIQUE DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

PROJET DE LOI AMENDÉ PAR LE SÉNAT (¹).

TEXTE.

OBSERVATIONS.

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE PREMIER.

DE L'ORGANISATION DES CONSEILS DE
PRUD'HOMMES ET DE LA NOMINATION
DES PRUD'HOMMES (²).

Titre de la loi de 1859 modifié par le
Sénat.

ARTICLE PREMIER.

Les conseils de prud'hommes sont institués dans le but de vider, par voie de conciliation, ou, à défaut de conciliation, par

Article 1^{er} de la loi du 7 février 1859.

(¹) Voir les n° 51, 44, 49, 50, 52, 54, 55, 56 et 57 du Sénat.

Les amendements adoptés par le Sénat sont imprimés en caractères italiques.

(²) La division en chapitres a été supprimée par le Sénat.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

voie de jugement, les différends qui s'élèvent, soit entre les chefs d'industrie et les ouvriers, soit entre les ouvriers eux-mêmes, dans les limites et selon le mode tracés par la présente loi.

Ils exercent, en outre, certaines attributions qui leur sont spécialement conférées par la loi.

ART 2.

Par chefs d'industrie, on entend : les fabricants, les patrons, les directeurs-gérants et les administrateurs d'établissements industriels ou d'art industriel, les entrepreneurs qui emploient leurs ouvriers à un travail industriel, les exploitants, ingénieurs, directeurs ou sous-directeurs des travaux de mines, minières, carrières et usines minéralurgiques, et les armateurs et propriétaires de bateaux de pêche maritime.

Par ouvriers, on entend : les artisans⁽¹⁾, les ouvriers travaillant dans les ateliers ou pour le compte des chefs d'industrie, et les patrons et pêcheurs inscrits au rôle d'équipage d'un navire de pêche.

ART. 5.

Aucun conseil de prud'hommes ne peut être établi que par une loi.

Cette loi en détermine le ressort.

Il peut être établi, dans un même ressort, des conseils de prud'hommes spéciaux pour certains métiers ou industries, ou certains groupes d'industries ou de métiers exercés dans ce ressort et présentant une importance suffisante pour jus-

Article 4 de la loi de 1859 modifié par l'article 4 du projet de la Chambre et par amendement du Sénat.

Article 2 de la loi de 1859 modifié par l'article 1^{er} du projet de la Chambre.

(¹) Les mots : *les contremaîtres*, ont été supprimés par le Sénat.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

titier l'institution d'une juridiction distincte.

Il peut être établi dans un même conseil de prud'hommes diverses chambres spéciales.

Le nombre des membres et la composition de chaque conseil et des chambres sont réglés par arrêté royal.

Seront entendus, au préalable, les conseils communaux des communes du ressort et la députation permanente du conseil provincial.

ART. 4.

Les conseils de prud'hommes sont formés, non compris le président et le vice-président, s'ils sont nommés en dehors du conseil, de six membres au moins.

Le nombre des membres des chambres spéciales ne pourra être inférieur à quatre.

Les membres du conseil et ceux des chambres spéciales seront choisis pour moitié parmi les chefs d'industrie et pour moitié parmi les ouvriers.

ART. 5.

Il est nommé près de chaque conseil quatre suppléants au moins, choisis comme il est dit à l'article 4.

ART. 6.

Un collège électoral spécial est formé pour chacun des conseils établis dans ces conditions.

Ces collèges sont composés des électeurs appartenant aux industries ou faisant partie des groupes d'industrie pour lesquels les conseils sont établis.

Il est dressé une liste électorale spéciale par collège.

Article 5 de la loi de 1859 modifié par l'article 5 du projet de la Chambre.

Article 5 de la loi de 1859 modifié par le Sénat.

Article 2 du projet de la Chambre.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

ART. 7.

Pour être porté sur la liste des électeurs, il faut :

1° Appartenir à l'une des catégories énumérées à l'article 2 ;

2° Être Belge (1) ;

3° Être âgé de 23 ans accomplis ;

4° Être domicilié dans le ressort du conseil *depuis un an au moins*, et y exercer effectivement son industrie ou son métier depuis quatre ans au moins.

Article 6 de la loi de 1839 modifié par l'article 3 du projet de la Chambre et amendé par le Sénat.

ART. 8.

Ne peuvent être électeurs ni en exercer les droits :

Ceux qui sont privés du droit de vote par condamnation ;

Ceux qui sont en état de faillite déclarée ou d'interdiction judiciaire, ou qui ont fait cession de leurs biens, aussi longtemps qu'ils n'ont pas payé intégralement leurs créanciers ;

Ceux qui sont notoirement connus comme tenant maison de débauche ou de prostitution ;

Ceux qui ont été condamnés, soit à une peine criminelle, soit pour vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs.

L'interdiction dans ce dernier cas sera de vingt ans, à partir du jour où le condamné aura subi ou prescrit sa peine, s'il s'agit d'une peine criminelle, de dix ans s'il s'agit d'une peine correctionnelle.

Le présent article n'est applicable, en aucun cas, à ceux qui ont obtenu ou obtiendront un concordat préventif de la faillite.

N° 19 des lois électorales coordonnées y compris l'article 33 de la loi du 29 juin 1887, remplaçant l'article 11 de la loi de 1839, et amendé par le Sénat.

ART. 9.

L'électorat se constate par l'inscription sur les listes d'électeurs.

Comparer au n° 6 des lois électorales coordonnées.

(1) Les mots : *par la naissance ou par la naturalisation*, ont été supprimés par le Sénat.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

La condition d'indigénat doit exister avant la clôture définitive des listes; la condition d'âge, avant l'époque où elles servent aux élections.

ART. 10.

La liste des électeurs est permanente, sauf les radiations et inscriptions qui peuvent avoir lieu lors de la révision triennale.

La révision est faite conformément aux dispositions suivantes.

N° 42 des lois électorales coordonnées modifié par l'article 7 du projet de la Chambre (1).

ART. 11.

Tous les trois ans, du 1^{er} au 14 février, le collège des bourgmestre et échevins procède à la révision des listes des citoyens qui, ayant à la première de ces dates leur domicile réel dans la commune, sont appelés à participer à l'élection des membres des conseils de prud'hommes.

N° 43 des lois électorales coordonnées modifié, quant à la date, par l'article 7 du projet de la Chambre (1).

ART. 12.

Les listes électorales sont dressées par catégorie d'industrie et, dans chaque catégorie, par ordre alphabétique.

Elles mentionnent, en regard du nom de chaque électeur, le lieu et la date de sa naissance, son domicile, l'industrie ou le métier qu'il exerce et, s'il y a lieu, la date de sa naturalisation ou la date à laquelle il a réclamé la qualité de Belge.

N° 49 des lois électorales coordonnées modifié par l'article 6 du projet de la Chambre et amendé par le Sénat.

ART. 13.

Les listes sont provisoirement arrêtées le 14 février de l'année de la révision;

N° 48 des lois électorales coordonnées modifié, quant à la date, par l'article 7 (1)

(1) L'article 7 du projet de la Chambre était conçu dans les termes suivants :

ART. 7.

« Les listes électorales sont révisées tous les trois ans et provisoirement arrêtées le 14 février de l'année de la révision.

« Elles sont affichées et envoyées en copie au commissaire d'arrondissement le 13 février et restent affichées jusqu'au dernier jour du mois de février inclusivement. »

TEXTE.

OBSERVATIONS.

elles sont affichées le 13 février, envoyées en copie au commissaire d'arrondissement le même jour et restent affichées jusqu'au dernier jour du mois de février inclusivement.

Elles contiennent invitation aux citoyens domiciliés dans le ressort du conseil qui croiraient avoir des observations à faire, d'adresser ces observations au collège des bourgmestre et échevins.

Les réclamations doivent être adressées au collège des bourgmestre et échevins avant le 1^{er} mars.

et l'article 8, 1^o (1) du projet de la Chambre.

ART. 14.

Les listes sont clôturées définitivement le 3 mars.

Elles ne peuvent modifier les listes pro-

N° 50 des lois électorales coordonnées modifié, quant à la date, par l'article 8, 2^o du projet de la Chambre.

(1) L'article 8 du projet de la Chambre a disparu, les diverses modifications de date étant introduites respectivement à chaque article qu'elles concernent ; l'article 8 était conçu dans les termes suivants :

ART. 8.

« Les dates pour les opérations relatives à la rédaction des listes électorales sont fixées comme suit :

- » 1^o Les réclamations doivent être adressées aux bourgmestre et échevins avant le 1^{er} mars ;
- » 2^o Les listes sont clôturées définitivement le 3 mars ;
- » 3^o Les noms inscrits ou rayés sont affichés à partir du 4 mars jusqu'au 12 du même mois ;
- » 4^o Dans les communes où les listes électorales sont imprimées ou autographiées, il en est délivré des exemplaires, dès le 13 février, à toute personne qui en fait la demande avant le 1^{er} février ;
- » 5^o Si le décès du tiers réclayant prévu par le n° 61 des lois électorales coordonnées survient avant le 23 juillet, l'acte d'adhésion prévu au paragraphe 3 aura lieu au commissariat d'arrondissement, et, dans le cas contraire, il sera fait au greffe de la cour d'appel ;
- » 6^o Les formalités mentionnées au n° 65 des lois électorales coordonnées doivent être accomplies au plus tard le 31 mars, à peine de nullité ;
- » 7^o Les pièces, écrits et conclusions dont il est question au n° 67 des mêmes lois doivent être déposés au plus tard le 30 avril ; les pièces et conclusions en réponse, au plus tard le 13 juin ;
- » 8^o Les requérants qui avant le 30 avril auront conclu et déposé des pièces à l'appui de leurs réclamations auront, du 16 juin au 8 juillet, un nouveau délai pour répliquer par production de pièces et de conclusions ;
- » 9^o Les défenseurs et intervenants qui auront conclu et déposé les pièces à l'appui avant le 13 juin, auront, aux mêmes fins, un délai du 9 au 31 juillet ;
- » 10^o La date de l'envoi prescrit par le n° 69 des lois électorales coordonnées est fixée au 23 juin ; celle du transfert du dossier, prescrit par le n° 70 des mêmes lois, au 3 août ;
- » 11^o Toute production de pièces est interdite après le 31 juillet.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

visoires que sur les points qui ont donné lieu à des observations.

ART. 15.

Les résolutions du collège des bourgmestre et échevins sont motivées.

N° 51 des lois électorales coordonnées.

ART. 16.

Les noms des citoyens inscrits ou rayés sont affichés à partir du 4 jusqu'au 12 mars.

N° 52 des lois électorales coordonnées modifié, quant à la date, par l'article 8, 3° du projet de la Chambre.

ART. 17.

Lorsque, en procédant à la revision provisoire ou définitive des listes, le collège des bourgmestre et échevins raye les noms d'électeurs portés sur les dernières listes en vigueur ou sur les listes provisoires arrêtées le 14 février, il est tenu d'en avertir ces électeurs par écrit et à domicile, au plus tard dans les quarante-huit heures du jour où les listes ont été affichées, en les informant des motifs de cette radiation.

N° 53 des lois électorales coordonnées modifié, quant à la date, par l'article 7 du projet de la Chambre.

ART. 18.

Ces notifications sont faites sans frais par un agent de la police communale, qui en retire récépissé, ou, à défaut de récépissé, constate la notification par une déclaration qui fait foi jusqu'à preuve contraire.

N° 54 des lois électorales coordonnées.

ART. 19.

Dans les vingt-quatre heures de la clôture des listes, l'administration communale envoie au commissaire d'arrondissement deux exemplaires de ces listes, toutes les réclamations, suivies ou non d'effet, qu'elle a reçues et toutes les pièces au moyen desquelles les citoyens inscrits au-

N° 55 des lois électorales coordonnées amendé par le Sénat.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

ront justifié de leurs droits ou par suite desquelles les radiations auront été opérées.

Un double des listes est retenu au secrétariat de la commune ; un autre double est adressé au gouverneur.

Dans les vingt-quatre heures de l'arrivée des listes et des pièces au commissariat, le commissaire adresse un récépissé au collègue des bourgmestre et échevins. Il en est immédiatement fait mention dans un registre spécial coté et parasé par le greffier provincial.

ART. 20.

Dans les communes où les listes électorales sont imprimées ou autographiées, il en est délivré des exemplaires dès le 15 février à toute personne qui en fait la demande avant le 1^{er} février.

Le prix est fixé par l'administration communale, sans qu'il puisse dépasser un franc par exemplaire, lorsque la liste ne comprend pas plus de mille électeurs ; lorsqu'elle en comprend un plus grand nombre, le prix peut être augmenté de 1 franc par mille inscrits.

L'administration communale est tenue de faire imprimer ou autographier la liste électorale si cent exemplaires au moins sont demandés.

ART. 21.

Chacun peut prendre inspection et copie des listes, tant au secrétariat de la commune qu'au commissariat de l'arrondissement. Chacun peut aussi prendre inspection et copie des autres pièces mentionnées ci-dessus.

ART. 22.

Tout individu indûment inscrit, omis ou rayé sur les listes, peut exercer un

N° 36 des lois électorales coordonnées modifié, quant à la date, par l'article 8, 4^e du projet de la Chambre.

N° 57 des lois électorales coordonnées.

N° 59 et 60 des lois électorales coordonnées complétés par la disposition par-

TEXTE.

OBSERVATIONS.

recours devant la cour d'appel du ressort.

Tout individu jouissant des droits civils et politiques peut, quant aux listes des électeurs pour le conseil de prud'hommes, exercer un recours contre les inscriptions, radiations ou omissions de noms d'électeurs dans le ressort où il est domicilié.

Toutefois, aucune demande d'inscription ou de radiation relative aux listes électorales des prud'hommes ne sera reçue par la cour si elle n'a fait préalablement l'objet d'une réclamation régulière devant le collège des bourgmestre et échevins qui est tenu d'en donner récépissé.

ART. 23.

Si le tiers réclayant dans le cas prévu par l'article précédent vient à décéder avant qu'il ait été définitivement statué sur l'affaire, tout individu jouissant des mêmes droits peut, en tout état de cause, adhérer au recours formé devant la cour d'appel.

Les actes de procédure accomplis et les décisions rendues restent acquis à l'instance qui est continuée au nom de l'adhérent.

L'acte d'adhésion doit, à peine de nullité, être déposé dans les dix jours de la date du décès du tiers réclayant.

Si le décès survenait avant le 25 juin, le dépôt aura lieu au commissariat de l'arrondissement; dans le cas contraire, il sera fait au greffe de la cour d'appel.

Le fonctionnaire qui le reçoit doit en donner récépissé.

L'acte d'adhésion doit être notifié dans les cinq jours aux parties.

ART. 24.

Le recours doit être fait ou remis au commissariat d'arrondissement.

Il est fait par requête ou par déclaration, soit en personne, soit par fondé de

puissance du projet de la Chambre et amendé par le Sénat.

N° 61 des lois électorales coordonnées modifié, quant à la date, par l'article 8, 5° du projet de la Chambre et par le Sénat.

N° 63 des lois électorales coordonnées modifié, quant à la date, par l'article 8, 6° du projet de la Chambre.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

pouvoirs ; il est, s'il y a lieu, dénoncé par exploit d'huissier à la personne intéressée, le tout au plus tard le 31 mars, à peine de nullité.

Il est inscrit à sa date dans un registre spécial ; le fonctionnaire qui le reçoit doit en donner récépissé.

Si la notification prévue par l'article 17 est faite tardivement, le recours du chef de radiation sera encore recevable dans les dix jours à dater de cette notification.

La déchéance ne peut être opposée si aucune notification de l'espèce n'a été faite par le collège des bourgmestre et échevins.

ART. 25.

Immédiatement après l'expiration du délai fixé à l'article précédent, le commissaire d'arrondissement dressera, par commune, les listes des recours tendant à inscription ou à radiation d'électeurs en mentionnant, s'il y a lieu, les noms et domiciles des tiers réclamants.

Il transmettra ces listes aux administrations communales et en affichera en même temps un double au commissariat.

Les listes transmises aux administrations communales seront, par les soins de celles-ci, affichées immédiatement après réception et demeureront affichées pendant dix jours.

Si la demande en est faite, ces listes seront imprimées ou autographiées. Il en sera délivré des exemplaires dès le 8 avril à toute personne qui en aura fait la demande avant le 1^{er} avril.

Le prix en est fixé par le Gouvernement sans qu'il puisse dépasser 5 francs par chaque millier de recours.

ART. 26.

Tout individu jouissant des droits civils et politiques peut, dans les dix jours de cet affichage, intervenir dans les contesta-

N° 64 des lois électorales coordonnées modifié par la loi du 22 août 1885 et amendé, quant aux dates, par le Sénat.

N° 65 des lois électorales coordonnées amendé par le Sénat.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

tions relatives à inscription ou à radiation d'électeurs sur les listes électorales pour le conseil de prud'hommes, dans le ressort de son domicile.

L'intervention se fait par requête à la cour d'appel remise au commissariat d'arrondissement. Elle est notifiée dans le même délai à l'intéressé et, s'il y a lieu, au tiers requérant, et la preuve de la notification est jointe à la requête; le tout à peine de nullité.

Elle est inscrite à sa date au registre mentionné à l'article 24 de la présente loi.

ART. 27.

Le commissaire d'arrondissement, agissant d'office, pourra exercer les droits de recours et d'intervention mentionnés aux articles 22 et 26 de la présente loi.

Il inscrira ses recours et interventions à leurs dates au registre à ce destiné et les notifiera à toutes les parties intéressées, à peine de nullité.

Ce registre pourra être consulté par les parties en cause.

ART. 28.

Les requérants et ceux dont l'inscription est demandée devront déposer toutes les pièces dont ils entendront faire usage, ainsi que leurs écrits de conclusions au plus tard le 30 avril.

Les défendeurs sur une demande de radiation et les intervenants produiront leurs pièces et conclusions en réponse au plus tard le 31 mai.

Les parties qui auront usé du droit de conclure et de déposer des pièces avant le 30 avril, auront, du 1^{er} au 15 juin, un nouveau délai pour répliquer par production de pièces et de conclusions.

Celles qui auront usé du droit de conclure et de déposer des pièces à l'appui avant le 31 mai, auront à mêmes fins un nouveau délai du 16 au 30 juin.

Comparer au n° 66 des lois électorales coordonnées.

N° 67 des lois électorales coordonnées modifié par la loi du 22 août 1883 et, quant aux dates, par l'article 8, 8° et 9° du projet de la Chambre et par le Sénat.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

Toute personne dont l'inscription sur les listes électorales est demandée sera présumée Belge si elle est née en Belgique d'un père né lui-même en Belgique; la preuve contraire est réservée aux intervenants.

ART. 29.

Le commissaire classera toutes les réclamations avec les pièces qui s'y rapportent en dossiers séparés. Toutes les pièces seront, dès leur réception, par lui paraphées, datées et numérotées. Elles seront inscrites avec leur numéro d'ordre dans l'inventaire qui sera joint à chaque dossier.

Les pièces et conclusions produites ne pourront plus être retirées.

Les dossiers seront tous les jours et pendant les heures de bureau soumis à l'examen des parties; ceux relatifs aux causes pouvant donner lieu à intervention resteront, en outre, à l'examen de tous les tiers jusqu'à l'expiration des délais d'intervention.

ART. 30.

Toutes les affaires dont les parties reconnaîtront de commun accord et par déclaration écrite, au plus tard le 10 juin, que l'instruction est terminée, seront, dès cette date, envoyées par le commissaire d'arrondissement au greffe de la cour d'appel.

Ce fonctionnaire joindra à cet envoi un exemplaire des listes électorales tant provisoires que définitives.

ART. 31.

Le 5 juillet, tous les dossiers demeurés au commissariat d'arrondissement seront transférés au greffe de la cour d'appel, à la diligence du commissaire qui les aura classés par communes et cantons de justice de paix.

N° 68 des lois électorales coordonnées.

N° 69 des lois électorales coordonnées modifié, quant aux dates, par l'article 8, 10° du projet de la Chambre et par le Sénat.

N° 70 des lois électorales coordonnées modifié, quant aux dates, par l'article 8, 10° du projet de la Chambre et par le Sénat.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

ART. 32.

Après le 30 juin, toute production de pièces ou conclusions nouvelles, à l'exception des simples mémoires, est interdite.

Toutefois, la cour d'appel pourra autoriser une partie à produire de nouvelles pièces et conclusions, si cette production est nécessitée par le dépôt tardivement opéré par l'adversaire et à condition que cette partie spécifie les documents qu'elle entend verser au procès.

Dans ce cas, si la cour estime qu'il y a faute ou négligence de la part du plaideur qui a tardivement déposé ses documents, elle pourra, à titre de pénalité, le condamner à tout ou partie des dépens, quelle que soit l'issue du procès.

La cour pourra aussi d'office ordonner, si elle le juge convenable, la production de telles pièces qu'elle indiquera.

N° 71 des lois électorales coordonnées modifié, quant aux dates, par l'article 8, 11° du projet de la Chambre et par le Sénat.

ART. 33.

La cour d'appel juge conformément aux dispositions des n° 9, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 79 et 80 des lois électorales coordonnées.

Législation actuelle.

ART. 34.

Le recours est suspensif de tout changement à la dernière liste en vigueur.

N° 81 des lois électorales coordonnées modifié par application de l'article 7 du projet de la Chambre.

ART. 35.

Le recours en cassation se fait conformément aux dispositions des n° 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 92 et 93 des lois électorales coordonnées.

Législation actuelle.

ART. 36.

Le greffier de la cour de cassation informe les greffiers des cours d'appel de l'admission ou du rejet des pourvois contre les arrêts de leurs cours.

N° 94 des lois électorales coordonnées amendé par le Sénat.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

Au plus tard le 15 octobre de chaque année, les greffiers des cours d'appel transmettent au gouverneur un état des arrêts passés en force de chose jugée, à défaut ou par rejet de pourvoi, avec les indications nécessaires pour faire les changements ordonnés par les arrêts.

ART. 37.

Le gouverneur arrête par catégorie d'industrie et par ordre alphabétique, pour chaque ressort ou pour chaque canton lorsque le ressort en comprend plusieurs, la liste des électeurs au conseil de prud'hommes.

Un double de cette liste est déposé avant le 30 novembre au secrétariat de la commune, siège du conseil et à celui de chacune des communes, chefs-lieux de canton, comprises dans le ressort de ce conseil.

La liste est mise à exécution à partir du 1^{er} décembre de l'année de la revision.

ART. 38.

Sont éligibles les électeurs âgés de trente ans accomplis.

ART. 39.

Peuvent être appelés à faire également partie des conseils de prud'hommes, les chefs d'industrie retirés et les anciens ouvriers, pourvu qu'ils réunissent les autres conditions de capacité. Toutefois, les membres de cette catégorie ne pourront jamais former plus du quart du nombre total des membres du conseil.

Cette proportion sera appliquée séparément aux patrons et aux ouvriers tant pour les prud'hommes effectifs que pour les suppléants.

Les patrons inscrits au rôle d'équipage d'un navire de pêche ne pourront jamais former plus du quart des membres du conseil.

N° 97 des lois électorales coordonnées modifié par l'article 9 du projet de la Chambre et amendé par le Sénat.

Article 9 de la loi de 1859.

Article 10 de la loi de 1859 complété par l'article 10 du projet de la Chambre et amendé par le Sénat.

TEXTE.

OBSERVATIONS

ART. 40.

Ne sont pas éligibles les électeurs qui exercent la profession d'aubergiste ou de débitant de boissons.

L'établissement tenu par la femme de l'électeur sera considéré comme étant tenu par le mari, pour l'application de cette disposition.

Article 11 du projet de la Chambre.

ART. 41.

Toute condamnation à une peine criminelle, ou à une peine d'emprisonnement dépassant six mois, emporte privation du droit de faire partie d'un conseil de prud'hommes.

Article 12 du projet de la Chambre.

ART. 42.

Deux chefs d'industrie du même établissement ou de la même raison sociale ainsi que deux ouvriers attachés au même atelier ne peuvent faire partie du même conseil de prud'hommes.

Les membres du conseil ne peuvent être ni parents ni alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement.

Si des candidats se trouvant dans les conditions prévues aux §§ 1 et 2 du présent article, sont élus au même tour de scrutin, celui qui a obtenu le plus de voix est seul admis ; en cas de parité de suffrages, le plus âgé est préféré.

Article 12 de la loi de 1859 fusionné avec l'article 13 du projet de la Chambre.

ART. 43.

L'élection se fait au siège du conseil et aux chefs-lieux de canton situés dans le ressort du conseil.

Les collèges échevinaux délivrent à chaque électeur une carte d'identité valable pour trois années.

Cette carte est remise à domicile, par un agent de la police communale qui en retire récépissé, ou, à défaut de récé-

Article 13 de la loi de 1859 modifié par les articles 14 et 15 du projet de la Chambre et amendé par le Sénat.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

pissé, constate la remise par une déclaration qui fait foi jusqu'à preuve contraire.

Les collèges échevinaux convoquent les électeurs au moins quinze jours avant celui de l'élection : 1° par voie d'affiches, 2° par circulaires adressées aux électeurs ; les unes et les autres indiquant le jour, l'heure et le local où l'élection a lieu, ainsi que le nombre et la profession des prud'hommes à élire.

Tout arrêté de convocation d'un collège pour les élections des prud'hommes fixe le jour du ballottage éventuel en laissant entre le premier et le deuxième scrutin, un intervalle d'au moins *treize* jours francs.

ART. 44.

Les chefs d'industrie, réunis en assemblée particulière, nomment les prud'hommes chefs d'industrie.

Les ouvriers, également réunis en assemblée particulière, nomment les prud'hommes ouvriers (1).

Article 14 de la loi de 1859 amendé par le Sénat.

ART. 45.

Les électeurs ne sont admis au vote que sur la présentation de leur carte d'identité.

Toutefois, le bureau sera tenu d'admettre ceux qui seront portés sur la liste dressée par le gouverneur et qui justifieront de leur identité.

Article 13 de la loi de 1859 modifié par l'article 23 du projet de la Chambre.

ART. 46.

Les assemblées peuvent être divisées en autant de sections que le gouverneur le juge nécessaire, en raison du nombre des électeurs.

Article 16 de la loi de 1859 complété par l'article 16 du projet de la Chambre et amendé par le Sénat.

(1) Le 5° paragraphe de l'article 44 a été supprimé par le Sénat et a été reporté à la suite de l'article 39.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

Dans aucun cas, une section ne peut être composée de plus de quatre cents électeurs.

Il est assigné à chaque section un local distinct.

On peut, si le nombre des sections l'exige, en convoquer plusieurs, mais en aucun cas, plus de cinq, dans des salles faisant partie d'un même bâtiment.

Le classement des électeurs par section s'opère par catégorie d'industrie et en suivant l'ordre alphabétique.

Un double de la liste électorale pour chaque section est transmis au président de celle-ci.

Dans chaque assemblée, le collège des bourgmestre et échevins désigne une section principale.

ART. 47.

Chacune des assemblées ou des sections électorales est présidée par un membre du conseil communal du lieu où se fait l'élection, à désigner par le collège des bourgmestre et échevins.

En cas d'insuffisance du nombre des conseillers ou d'empêchement de leur part, le collège des bourgmestre et échevins peut désigner des conseillers appartenant aux communes du ressort les plus rapprochées.

ART. 48.

Le président du bureau principal désigne deux scrutateurs pour chaque section, parmi les signataires des propositions de candidats.

S'il y a plusieurs listes de candidats en présence, les scrutateurs ne peuvent pas être choisis parmi les signataires de la même liste.

Si, à l'heure fixée pour l'élection, les scrutateurs font défaut, le président complète le bureau d'office, au moyen des électeurs présents.

Article 19 du projet de la Chambre.

Article 17 du projet de la Chambre.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

Le secrétaire est nommé par le président, soit dans le collège électoral, soit en dehors. Il n'a pas voix délibérative.

Les scrutateurs peuvent voter dans le bureau où ils remplissent leurs fonctions.

ART. 49.

Les présidents et les scrutateurs prêtent le serment suivant : « Je jure de recenser fidèlement les suffrages et de garder le secret des votes. »

Les secrétaires prêtent le serment suivant : « Je jure de garder le secret des votes. »

Le président du bureau principal prêterait le serment devant le juge de paix, au plus tard l'avant-veille de l'élection. Il recevra, avant le commencement des opérations, le serment des présidents des autres sections. Ceux-ci recevront de même, dans la section qu'ils président, le serment des scrutateurs et du secrétaire.

ART. 50.

Les candidats doivent être proposés au moins cinq jours francs avant celui où le scrutin doit avoir lieu.

Les propositions doivent être signées par vingt-cinq électeurs au moins, dans les ressorts comptant plus de mille électeurs, et par dix électeurs au moins, dans les autres ressorts.

Elles sont remises par trois des signataires au président du bureau principal, qui en donne récépissé.

Elles indiquent les noms, prénoms, domicile et profession des candidats et des électeurs qui les présentent.

Elles sont datées (').

Elles contiennent séparément l'indication des fonctions de membre effectif ou

Article 18 du projet de la Chambre.

Article 20 du projet de la Chambre amendé par le Sénat.

(') Les mots : *et signées*, ont été supprimés par le Sénat.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

de membre suppléant, sollicitées par les candidats présentés.

Les candidats sont inscrits dans l'ordre alphabétique.

ART. 31.

Les candidats proposés acceptent la candidature soit verbalement, en se présentant accompagnés de deux témoins par devant le président du bureau principal, soit par une déclaration écrite et signée qui est remise à ce président.

L'acceptation d'une candidature doit être attestée au moment de la remise de la proposition.

Cette acceptation contient l'affirmation, faite par les candidats, qu'ils remplissent les conditions exigées pour l'éligibilité.

Article 21 fusionné avec l'article 4, § 1 de la loi du 2 juin 1884 introduit par l'article 24⁽¹⁾ du projet de la Chambre et modifié par le Sénat.

ART. 32.

A l'expiration du terme utile pour la présentation des candidats, le bureau principal des chefs d'industrie et le bureau principal des ouvriers arrêtent définitivement la liste des candidats auxquels les suffrages peuvent être valablement accordés.

Ces listes sont immédiatement affichées dans la commune siège du conseil.

Article 22 du projet de la Chambre.

ART. 33.

Si à l'expiration du même délai une seule liste de candidats a été présentée, le bureau principal en dressera procès-verbal et proclamera élus les candidats (*).

Article 23 du projet de la Chambre amendé par le Sénat.

(¹) L'article 24 du projet de la Chambre était conçu dans les termes suivants :

ART. 24.

Sont applicables, aux élections pour les conseils de prud'hommes, les nos 122, 171, 172 et 174 des lois électorales coordonnées et les articles 4, § 1^{er}, 6, 9 et 10 de la loi du 2 juin 1884, relative au mode d'élection des membres des tribunaux de commerce, sauf les modifications indiquées par la présente loi.

(*) Les mots : *sans scrutin*, ont été supprimés par le Sénat.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

ART. 34.

Le bureau principal formule et fait imprimer les bulletins de vote. L'emploi de tous autres bulletins est interdit.

Article 6 de la loi du 2 juin 1884 introduit par l'article 24 du projet de la Chambre.

ART. 35.

Les collèges électoraux ne peuvent s'occuper que de l'élection pour laquelle ils sont convoqués (1).

N° 122 des lois électorales coordonnées introduit par l'article 24 du projet de la Chambre et amendé par le Sénat.

ART. 36.

Deux exemplaires au moins des dispositions législatives en vigueur sur les conseils de prud'hommes sont mis dans la salle du vote à la disposition des électeurs.

Article 32 du projet de la Chambre.

ART. 37.

Les électeurs formulent leurs votes en observant le mode de votation prescrit par les lois électorales coordonnées.

Article 9 de la loi du 2 juin 1884 introduit par l'article 24 du projet de la Chambre.

ART. 38.

Il est procédé aux élections par scrutin de liste. Nul n'est élu au premier tour de scrutin, s'il ne réunit plus de la moitié des voix.

Si tous les membres du conseil n'ont pas été nommés au premier tour de scrutin, le bureau principal fait une liste des candidats de la même catégorie qui ont obtenu le plus de voix.

Cette liste contient, s'il est possible, deux fois autant de noms qu'il y a encore de prud'hommes à élire.

Au jour fixé par l'arrêté de convocation du collège, le scrutin de ballottage est ouvert entre les candidats sans convocation

Article 19 de la loi de 1889 modifié par l'article 24 du projet de la Chambre (n° 171, § 3, des lois électorales coordonnées) et amendé par le Sénat (introduction du n° 169, § 2, des lois électorales coordonnées).

(1) Le 2^e paragraphe de l'article 35 a été supprimé par le Sénat ; il était conçu dans les termes suivants : *Les électeurs ne peuvent se faire remplacer.*

TEXTE.

OBSERVATIONS.

nouvelle des électeurs en observant les formalités prescrites pour le premier scrutin et sous la présidence du bureau qui l'a dirigé.

La nomination a lieu à la pluralité des votes.

S'il y a parité de suffrages, le plus âgé est préféré.

ART. 59.

Dans les collèges électoraux divisés en plusieurs sections, le dépouillement du scrutin se fait dans chaque section. Le nombre des bulletins est vérifié avant le dépouillement. Le nombre des votants et celui des bulletins trouvés dans l'urne, sont inscrits au procès-verbal. Le résultat du scrutin est arrêté et signé par le bureau. Il est immédiatement porté par les membres du bureau de chaque section au bureau principal.

Toutefois, les procès-verbaux des élections aux chefs-lieux des cantons sont transmis, par lettre recommandée, au président du bureau principal.

Ce bureau se réunit le dimanche qui suit l'élection pour procéder au recensement des votes et proclamer le résultat.

ART. 60.

Les bulletins nuls n'entrent point en compte pour fixer le nombre des votants.

ART. 61.

Sont nuls :

1° Tous les bulletins autres que ceux dont l'usage est permis par la présente loi ;

2° Les bulletins dont l'usage est permis s'ils ne contiennent l'expression d'aucun suffrage ou s'ils donnent plus d'un suffrage à une même personne ou s'ils expriment

Article 10 de la loi du 2 juin 1884 introduit par l'article 24 et modifié par l'article 27 du projet de la Chambre.

N° 174 des lois électorales coordonnées introduit par l'article 24 du projet de la Chambre.

N° 175 des lois électorales coordonnées formant l'article 26 du projet de la Chambre.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

plus de suffrages qu'il n'y a de membres à élire ;

5° Les mêmes bulletins si, par un signe, une rature, une marque quelconque, non autorisés par la loi, ils sont rendus reconnaissables, ou s'ils contiennent, à l'intérieur, un papier ou un objet quelconque.

ART. 62.

Un arrêté royal pourra, par dérogation aux articles 54, 57, 59, 60 et 61, prescrire un autre système de votation.

Article nouveau introduit par le Sénat.

ART. 63.

Les procès-verbaux de l'élection, rédigés et signés séance tenante par les membres de chaque bureau principal, les procès-verbaux des sections, ainsi que les listes des votants et les listes des électeurs, seront adressés, dans le délai de trois jours, au gouverneur. Un double des procès-verbaux, rédigé et signé par les membres de chaque bureau principal, sera déposé au secrétariat de la commune, siège du conseil de prud'hommes, où chacun pourra en prendre connaissance.

Article 22 de la loi de 1859.

ART. 64.

Il est statué par la cour d'appel sur les réclamations tendant à faire annuler, pour irrégularité grave, l'élection des membres des conseils de prud'hommes.

Toute demande d'annulation totale ou partielle de l'élection pour irrégularité grave doit, à peine de déchéance, être formée dans les dix jours de la date du procès-verbal, par le gouverneur, les intéressés ou les électeurs.

Elle est remise par écrit au greffier provincial, qui est tenu d'en donner récépissé, et elle est notifiée aux intéressés par exploit d'huissier, le tout dans le délai indiqué à l'alinéa précédent sous peine de nullité.

Articles 23 et 24 de la loi de 1859 remplacés par le n° 272 des lois électorales coordonnées B à K et amendés par le Sénat.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

Après l'expiration de ce délai, les mandes d'annulation sont, avec toutes les pièces relatives à l'élection, transmises immédiatement par le greffier provincial au greffier de la cour d'appel, qui doit en accuser réception.

Le dossier peut ensuite être consulté pendant huit jours par les parties en cause.

La cour d'appel statue conformément aux dispositions des n° 72, 73, 74, 75, 76, 77, 79 et 80 des lois électorales coordonnées.

Le recours en cassation est ouvert au procureur général près la cour d'appel et aux parties en cause.

Les dispositions des n° 83, 84, 85, 86 et 94, § 1^{er} des lois électorales coordonnées sont applicables à ce recours.

Les parties peuvent se prévaloir des dispositions des n° 88, 89, 90 et 91 des lois électorales coordonnées.

Les greffiers des cours d'appel transmettent successivement aux gouverneurs une copie des arrêts passés en force de chose jugée, à défaut ou par rejet de pourvoi.

En cas d'annulation totale ou partielle, à moins qu'il ne s'agisse que d'un seul mandat, les opérations invalidées sont recommencées dans le mois de la réception de la copie de ces arrêts au gouvernement provincial.

ART. 65.

Tous les trois ans, au mois de décembre, les prud'hommes et leurs suppléants sont renouvelés par moitié.

Les sorties ont lieu par séries composées en nombre égal de chefs d'industrie et d'ouvriers.

Article 26 de la loi de 1859 fusionné avec l'article 28 (1) du projet de la Chambre.

(1) L'article 28 du projet de la Chambre était conçu dans les termes suivants : *L'époque du renouvellement des conseils de prud'hommes est fixée au mois de décembre.*

TEXTE.

OBSERVATIONS.

Lors du premier renouvellement, l'ordre de sortie est déterminé par le sort.

Les membres sortants sont rééligibles.

ART. 66.

Il est procédé pour le renouvellement du conseil d'après le mode prescrit aux articles 43 et suivants.

Comparer à l'article 27 de la loi de 1839.

ART. 67.

Lorsque, par suite de décès ou de démission, le nombre des membres de l'une ou de l'autre catégorie du conseil, y compris celui des suppléants, se trouvera réduit de plus de moitié, les électeurs seront convoqués extraordinairement pour compléter le conseil.

Article 28 de la loi de 1839 modifié par l'article 29 du projet de la Chambre et amendé par le Sénat.

Tout membre élu en remplacement d'un autre membre ne demeure en fonctions que pendant la durée du mandat confié à son prédécesseur.

Tout prud'homme qui s'absente des séances pendant deux mois consécutifs, sans autorisation du conseil ou sans motif légitime, ou qui, pendant le cours de son mandat, cesse de posséder les conditions voulues pour être éligible sera déclaré démissionnaire par la cour d'appel dans le ressort de laquelle le conseil de prud'hommes est situé.

Toutefois, les décisions auxquelles il aurait participé, ne pourront être attaquées de ce chef, s'il n'a pas été récusé par une des parties en cause.

La démission pourra être provoquée soit par une délibération du conseil qui en transmettra le procès-verbal au procureur général, soit par l'une des parties en instance devant le conseil qui observera les formalités prescrites par les articles 109 et 110, *sauf les modifications résultant du présent article.*

Dans le cas où la démission est provoquée par une délibération du conseil, avis

TEXTE.

OBSERVATIONS.

en est donné par huissier au prud'homme en cause.

Celui-ci, s'il le juge à propos, fera parvenir son opposition au procureur général, dans les deux jours de la signification de l'avis du conseil.

La cour d'appel statuera dans la huitaine. L'arrêt sera communiqué au président du conseil de prud'hommes et au gouverneur de la province.

Le recours en cassation est ouvert au procureur général près la cour d'appel et aux parties en cause.

La décision sera communiquée par le greffier de la cour au président du conseil de prud'hommes et au gouverneur de la province.

ART. 68.

Les prud'hommes et leurs suppléants prêtent le serment prescrit par le décret du Congrès, en date du 20 juillet 1851, savoir : le doyen d'âge qui préside la réunion préparatoire du conseil, entre les mains du gouverneur ou de son délégué ; les autres membres titulaires ou suppléants, entre les mains du doyen d'âge.

Après la réception du serment, le conseil de prud'hommes est déclaré installé. Tout prud'homme qui s'abstient de prêter serment est considéré comme démissionnaire.

ART. 69.

Le président et le vice-président sont nommés par arrêté royal, soit dans le sein du conseil, soit en dehors sur une liste double de candidats choisis, les uns par les prud'hommes chefs d'industrie, les autres par les prud'hommes ouvriers.

Le président et le vice-président ne peuvent être choisis parmi les candidats d'une même liste. La durée de leurs fonctions est de trois ans. Ils sont rééligibles.

Article 25 de la loi de 1859 amendé par le Sénat.

Article 29 de la loi de 1859 modifié par l'article 50 du projet de la Chambre et complété par le Sénat.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

Le président et le vice-président, avant leur entrée en fonctions, prêtent le serment prescrit par l'article précédent, le président du conseil entre les mains du gouverneur ou de son délégué, le vice-président entre les mains du président.

Lorsqu'un conseil de prud'hommes comprend plusieurs chambres spéciales, celles-ci nomment dans leur sein un président et un vice-président conformément au règlement d'ordre intérieur du conseil.

ART. 70.

Dans toute délibération, en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Article 50 de la loi de 1859.

ART. 71.

Un greffier est attaché à chaque conseil de prud'hommes ; il est nommé par arrêté royal, sur la présentation d'une liste double de candidats dressée par le conseil de prud'hommes.

En cas d'empêchement du greffier, le conseil de prud'hommes assume un commis greffier.

Par mesure transitoire, les greffiers et commis greffiers des conseils actuellement existants, rempliront les mêmes fonctions auprès de tous les conseils de prud'hommes qui viendraient à être établis dans le même ressort.

A mesure des décès ou de la démission de ces agents, la règle précédente redeviendra applicable.

Article 51 de la loi de 1859 fusionné avec l'article 51 du projet de la Chambre.

ART. 72.

Le greffier et le commis greffier, avant d'entrer en fonctions, prêtent, entre les mains du président du conseil, le serment prescrit par l'article 68.

Comparer à l'article 52 de la loi de 1859.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

ART. 75.

Chaque conseil de prud'hommes forme dans son sein un bureau qui a pour mission de concilier les parties.

Le bureau de conciliation se compose de deux membres pris, l'un parmi les chefs d'industrie et l'autre parmi les ouvriers.

Deux membres suppléants, choisis dans l'une et l'autre catégories, sont désignés pour remplacer, le cas échéant, les membres effectifs.

Le greffier assiste aux séances du bureau de conciliation.

Celui-ci est renouvelé tous les trois mois. Les mêmes membres peuvent être réélus.

Toute affaire non conciliée est renvoyée devant le conseil.

Article 55 de la loi de 1859.

ART. 74.

Le bureau de conciliation tient au moins une séance par semaine.

Le président du conseil peut convoquer extraordinairement le bureau de conciliation.

Il peut aussi, d'après la nature des affaires et en se conformant au § 2 de l'article 73, renvoyer les parties en conciliation devant deux membres du conseil autres que ceux qui composent le bureau de conciliation.

Comparer à l'article 34 de la loi de 1859.

ART. 75.

Nulle affaire ne peut être déférée au conseil qu'après avoir été soumise au bureau de conciliation.

Le conseil ne procède au jugement qu'après avoir également épuisé la voie de la conciliation.

Article 35 de la loi de 1859.

ART. 76.

Le conseil ne peut siéger que moyennant la présence d'un nombre égal de prud'

Article 36 de la loi de 1859 amendé par le Sénat.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

hommes patrons et de prud'hommes ouvriers. Ce nombre est au moins de deux prud'hommes patrons et de deux prud'hommes ouvriers. Le président et le vice-président, s'ils ont été choisis hors du conseil, ne sont pas comptés pour former ce nombre minimum.

La présence du président ou du vice-président est toujours requise.

ART. 77.

Chaque fois que les prud'hommes d'une des catégories se présenteront en nombre supérieur aux prud'hommes de l'autre catégorie, le conseil désignera, de commun accord, les membres de la catégorie la plus nombreuse qui devront se retirer afin d'établir l'égalité.

En cas de désaccord, les membres les plus jeunes ne prendront point part au jugement.

ART. 78.

Si, au jour de l'audience, les membres présents ne se trouvent point dans les conditions requises pour siéger, aux termes de l'article 76, les affaires seront remises à une prochaine audience.

Si, à cette seconde audience, la même circonstance se reproduit, les prud'hommes présents dressent un procès-verbal déclarant que le conseil n'a pu siéger et indiquant les noms des membres absents aux deux audiences. Ce procès-verbal est transmis sur l'heure au *procureur général*.

Les prud'hommes absents seront traduits devant la cour d'appel du ressort, qui, s'ils ne peuvent justifier leur absence par des raisons valables, les condamnera à une amende de 26 à 200 francs et à un emprisonnement de trois à huit jours ou à l'une de ces peines seulement.

Article 37 de la loi de 1859.

Article 38 de la loi de 1859 remplacé par l'article 33 du projet de la Chambre et amendé par le Sénat.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

Les prud'hommes ainsi condamnés seront réputés démissionnaires.

Après la seconde audience, chacune des parties en cause sera libre de porter la contestation devant le juge de paix.

La compétence du juge de paix au point de vue du ressort et sa compétence territoriale, tant pour la demande principale que pour la demande reconventionnelle ou en compensation, sont fixées conformément à la présente loi.

L'appel sera porté devant le tribunal de commerce ou devant le tribunal civil, suivant les distinctions établies à l'article 86.

ART. 79.

Dans le cas de l'article précédent, après la première audience, le greffier convoquera les prud'hommes, par écrit et à domicile, pour l'audience suivante. Le bulletin de convocation devra être remis au moins trois jours francs avant celui de la réunion. Il fera mention de l'impossibilité où s'est trouvé le conseil de se constituer et rappellera les dispositions des quatre premiers paragraphes de l'article 78.

Article 39 de la loi de 1859 amendé par le Sénat.

ART. 80.

Le conseil tient au moins deux séances par mois; en cas d'urgence, il peut être convoqué extraordinairement par le président.

Article 40 de la loi de 1859.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

TITRE II.

DE LA COMPÉTENCE DES CONSEILS
DE PRUD'HOMMES.

ART. 81.

Les conseils de prud'hommes connaissent des contestations, soit entre ouvriers, soit entre chefs d'industrie et leurs ouvriers, des deux sexes, pour tout fait d'ouvrage, de travail et de salaire, concernant la branche d'industrie exercée par les justiciables.

Article 41 de la loi de 1859.

La compétence, quant au lieu, est fixée par la situation de la fabrique et, pour les ouvriers travaillant à domicile, par l'endroit où l'engagement a été contracté.

ART. 82.

Sans préjudice des poursuites devant les tribunaux ordinaires, les conseils de prud'hommes pourront réprimer, par voie disciplinaire, tout acte d'infidélité, tout manquement grave et tout fait tendant à troubler l'ordre et la discipline de l'atelier.

Article 42 de la loi de 1859.

La peine ne pourra excéder vingt-cinq francs d'amende.

ART. 83.

L'appel des sentences qui prononceront l'amende sera porté devant le tribunal civil de première instance de l'arrondissement du siège du conseil de prud'hommes. Il devra être formé, sous peine de déchéance, par une déclaration faite, au greffe du conseil, dans le délai de huit jours à dater de la prononciation, ou de la signification du jugement s'il est par défaut.

Article 44 de la loi de 1859.

La personne condamnée par défaut par le conseil de prud'hommes pourra s'opposer à l'exécution du jugement par déclai-

TEXTE.

OBSERVATIONS.

ration au bas de l'acte de signification ou par déclaration faite au greffe du conseil, dans les trois jours de la signification. L'opposition emportera de droit citation à la première audience.

Elle sera non avenue si l'opposant n'y comparait pas, et le jugement que le conseil aura rendu sur l'opposition ne pourra être attaqué par la partie qui l'aura formée, si ce n'est par appel, ainsi qu'il a été dit ci-dessus.

ART. 84.

Les infractions prévues à l'article 82 se prescrivent par quinze jours. Ce délai court, pour les faits commis à bord des bateaux de pêche, du jour de la rentrée du bateau au port.

Comparer à l'article 43 de la loi de 1839.

ART. 85.

Les parties peuvent toujours, de commun accord, se présenter devant les prud'hommes, pour être conciliées par eux, même sur des différends en dehors de la compétence du conseil; dans ce cas, elles sont tenues de déclarer qu'elles demandent leurs bons offices.

Cette déclaration est signée par les intéressés, ou mention en est faite, s'ils ne savent ou ne peuvent pas signer.

La disposition qui précède est également applicable aux contestations des chefs d'industrie entre eux.

Article 46 de la loi de 1839.

ART. 86.

Les conseils de prud'hommes connaissent des demandes de leur compétence jusqu'à deux cents francs, sans appel, et, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse monter.

Il n'y aura lieu à l'appel des sentences préparatoires ou interlocutoires qu'après les sentences définitives et conjointement avec l'appel de ces dernières.

Article 47 de la loi de 1839.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

L'appel sera porté devant le tribunal de commerce, sauf pour les affaires des mines, dont connaîtra le tribunal civil de première instance.

ART. 87.

Lorsqu'à la demande principale il est opposé une demande reconventionnelle ou en compensation, et que chacune d'elles est susceptible d'être jugée en dernier ressort, le conseil de prud'hommes prononce sur toutes sans appel. Si l'une des demandes n'est susceptible d'être jugée qu'à charge d'appel, il ne sera prononcé sur toutes qu'en premier ressort.

Article 48 de la loi de 1859.

ART. 88.

Le conseil de prud'hommes, en cas d'absence ou d'empêchement du mari ou du tuteur, peut autoriser la femme à ester en justice, et nommer au mineur un tuteur ad hoc pour remplacer dans l'instance le tuteur absent ou empêché.

Article 49 de la loi de 1859.

ART. 89.

Les dispositions qui régissent actuellement les attributions des conseils de prud'hommes sur les dessins de fabrique demeureront en vigueur jusqu'à ce qu'il soit autrement statué.

Article 50 de la loi de 1859 modifié par la loi du 10 juillet 1883 et celle du 1^{er} avril 1879.

ART. 90.

Le Gouvernement peut toujours, lorsqu'il le juge convenable, réunir les conseils de prud'hommes pour les appeler à donner leur avis sur les questions qui leur seront posées.

Article 51 de la loi de 1859.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

TITRE III.

DU MODE DE PROCÉDER DEVANT LES
CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

ART. 91.

L'appel des parties, soit devant le bureau de conciliation, soit devant le conseil, a lieu par une simple lettre du greffier, indiquant le lieu, le jour et l'heure de la comparution.

Cette lettre est délivrée sans frais.

Il y aura au moins un jour franc entre la remise de la lettre et la séance indiquée.

Si le justiciable invité ne se présente pas, il est cité par huissier.

Le conseil de prud'hommes pourra, en cas d'empêchement légitime, autoriser les parties à se faire représenter par un de leurs commis, par un chef d'industrie, un contremaître ou un ouvrier.

Article 52 de la loi de 1859 amendé par le Sénat.

ART. 92.

La citation indique les lieu, heure, jour, mois et an de la comparution ; elle mentionne les noms, profession et résidence actuelle des parties et énonce sommairement l'objet et les motifs de la demande.

Article 53 de la loi de 1859.

ART. 93.

La citation est notifiée à la personne ou à la résidence actuelle du défendeur ; s'il ne se trouve personne à sa résidence, la copie est laissée au bourgmestre ou à l'un des échevins de la commune, qui vise l'original sans frais. Il doit y avoir un jour franc, au moins, entre celui où la citation a été donnée et le jour indiqué pour la comparution, si la partie réside dans le rayon de trois myriamètres ; si elle réside au delà, le délai est augmenté d'un jour par trois myriamètres.

Article 54 de la loi de 1859.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

ART. 94.

Dans les cas urgents, le président donnera une cédule pour abrégier les délais et pourra permettre d'appeler ou de citer les parties, même sur l'heure.

Article 55 de la loi de 1859 amendé par le Sénat.

ART. 95.

Dans le cas où les délais n'auraient pas été observés, si le défendeur ne comparait point, les prud'hommes ordonneront une nouvelle citation; les frais de la première citation seront à la charge du demandeur.

Article 56 de la loi de 1859.

ART. 96.

Le président a la police de l'audience. Les parties sont tenues de s'exprimer avec modération et de garder en tout le respect qui est dû à la justice; si elles y manquent, le président les rappelle à l'ordre, d'abord par un avertissement; en cas de récidive, elles peuvent être condamnées à une amende qui n'excédera pas la somme de 10 francs, avec affiche du jugement dans la localité où siège le conseil.

Article 57 de la loi de 1859 amendé par le Sénat.

Dans le cas d'insulte ou d'irrévérence grave, le président en dresse procès-verbal et le conseil peut condamner séance tenante le coupable à un emprisonnement de trois jours au plus.

ART. 97.

Lorsque, à l'audience, l'un ou plusieurs des assistants donnent des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation ou excitent du tumulte de quelque manière que ce soit, le président les fait expulser; s'ils résistent à ses ordres, ou s'ils rentrent, il les fait arrêter et conduire à la maison d'arrêt: il est fait mention de cet ordre dans le procès-verbal, et sur l'exhibition qui en sera faite au gardien de la maison d'arrêt, les perturbateurs y seront reçus et retenus pendant vingt-quatre heures.

Article 58 de la loi de 1859.

Lorsque le tumulte a été accompagné

TEXTE.

OBSERVATIONS.

d'injures ou de voies de fait donnant lieu à l'application ultérieure de peines de simple police, ces peines peuvent être prononcées séance tenante, et immédiatement après que les faits ont été constatés; quand il s'agit d'un crime ou d'un délit commis à l'audience, le président, après avoir fait arrêter le délinquant, et après avoir dressé procès-verbal des faits, envoie ces pièces et le prévenu devant les juges compétents.

ART. 98.

Les sentences rendues en vertu des deux articles qui précèdent, sont exécutoires par provision.

Article 59 de la loi de 1859.

ART. 99.

Lorsque l'une des parties déclare vouloir s'inscrire en faux, dénie l'écriture ou déclare ne pas la reconnaître, le président paraphé les pièces, le conseil donne acte de la déclaration et renvoie la cause devant les juges compétents.

Article 60 de la loi de 1859.

Néanmoins, si la pièce n'est relative qu'à un des chefs de la demande, il pourra être passé outre au jugement des autres chefs.

ART. 100.

Dans les cas urgents, le conseil ou le bureau de conciliation peuvent prescrire telles mesures qu'ils jugent nécessaires, à l'effet d'empêcher que les effets donnant lieu à une réclamation ne soient enlevés, déplacés ou détériorés.

Article 61 de la loi de 1859.

ART. 101.

Le conseil ou le bureau de conciliation peuvent commettre un ou plusieurs prud'hommes à l'effet de se transporter sur les lieux pour y vérifier les faits allégués et entendre des témoins s'il y a lieu; dans ce cas, le greffier accompagnera les commissaires et dressera, le cas échéant, procès-verbal de l'enquête.

Article 62 de la loi de 1859.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

ART. 102.

Si les parties sont contraires en faits de nature à être constatés par témoins, et dont le conseil de prud'hommes trouve la vérification utile et admissible, il ordonnera la preuve et en fixera précisément l'objet.

Article 63 de la loi de 1859.

ART. 103.

Au jour indiqué, les témoins, après avoir dit leurs noms, profession, âge et demeure, feront le serment de dire la vérité, et déclareront s'ils sont parents ou alliés des parties et à quel degré, et s'ils sont leurs serviteurs ou domestiques.

Article 64 de la loi de 1859.

ART. 104.

Les témoins seront entendus séparément, en présence des parties, si elles comparaissent; celles-ci seront tenues de fournir leurs reproches avant la déposition et de les signer; si elles ne le savent ou ne le peuvent, il en sera fait mention: les reproches ne pourront être reçus, après la déposition commencée, qu'autant qu'ils seront justifiés par écrit.

Article 65 de la loi de 1859 amendé par le Sénat.

ART. 105.

Les parties n'interrompent point les témoins; après la déposition, le président pourra, sur la réquisition des parties et même d'office, faire aux témoins les interpellations convenables.

Article 66 de la loi de 1859.

ART. 106.

Dans les causes sujettes à l'appel, le greffier dressera procès-verbal de l'audition des témoins; cet acte contiendra leurs noms, âge, profession et demeure, leur serment de dire la vérité, leur déclaration s'ils sont parents, alliés, serviteurs ou domestiques des parties, et les reproches qui auraient été fournis contre eux.

Article 67 de la loi de 1859.

Lecture de ce procès-verbal sera faite à

TEXTE.

OBSERVATIONS.

chaque témoin pour la partie qui le concerne ; il signera sa déposition, ou mention sera faite qu'il ne suit ou ne peut signer. Le procès-verbal sera, en outre, signé par le président et le greffier. Il sera procédé au jugement immédiatement, ou, au plus tard, à la première réunion.

ART. 107.

Dans les causes de nature à être jugées en dernier ressort, il ne sera pas dressé de procès-verbal ; mais la sentence énoncera les noms, âge, profession et demeure des témoins, leur serment, leur déclaration s'ils sont parents, alliés, serviteurs ou domestiques des parties, les reproches et les résultats des dépositions.

Article 68 de la loi de 1839.

ART. 108.

Les membres des conseils de prud'hommes pourront être récusés :

1° *S'ils ont un intérêt personnel à la contestation ;*

2° *S'ils sont parents ou alliés d'une des parties, jusqu'au degré de cousin germain inclusivement ;*

3° *Si, dans l'année qui a précédé la récusation, il y a eu procès criminel entre eux et l'une des parties, ou son conjoint, ou ses parents et alliés en ligne directe ;*

4° *S'il y a procès civil existant entre eux et l'une des parties ou son conjoint ;*

5° *S'ils ont donné un avis écrit dans l'affaire ;*

6° *S'ils sont patrons ou ouvriers de l'une des parties en cause.*

Article 69 de la loi de 1839 amendé par le Sénat.

ART. 109.

La partie qui voudra récuser un membre du conseil sera tenue de former la récusation et d'en exposer les motifs par un acte qu'elle fera signifier par huissier au greffier du conseil, qui visera l'original.

Le membre récusé sera tenu de donner, au bas de cet acte, dans le délai de deux jours, sa déclaration par écrit portant, ou son

Article 70 de la loi de 1839.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

acquiescement à la récusation ou son refus de s'abstenir, avec ses réponses aux moyens de récusation.

ART. 110.

Dans les trois jours de la réponse du membre qui refusera de s'abstenir, ou faute par lui de répondre, expédition de l'acte de récusation et de la déclaration du membre, s'il y en a, sera envoyée par le greffier, sur la réquisition de la partie la plus diligente, au procureur du roi près le tribunal de première instance dans le ressort duquel le conseil des prud'hommes est situé. La récusation y sera jugée dans la huitaine, sur les conclusions du procureur du roi, sans qu'il soit besoin d'appeler les parties.

Article 71 de la loi de 1859.

ART. 111.

Tout membre d'un conseil de prud'hommes qui saura cause de récusation en sa personne, sera tenu de la déclarer au conseil, qui décidera s'il doit s'abstenir.

Article 72 de la loi de 1859.

ART. 112.

Si, au jour indiqué par la citation, l'une des parties ne comparait pas, la cause sera jugée par défaut, sauf la réassignation dans le cas prévu dans l'article 113.

Comparer à l'article 73 de la loi de 1859.

ART. 113.

La partie condamnée par défaut peut former opposition dans la huitaine de la signification faite par l'huissier.

Article 74 de la loi de 1859.

Cette opposition contiendra sommairement les moyens de la partie et assignation au premier jour de séance, en observant toutefois les délais prescrits pour les citations; elle indiquera en même temps le lieu, le jour et l'heure de la comparution et sera notifiée ainsi qu'il est déterminé ci-dessus.

ART. 114.

Si le conseil de prud'hommes sait que le

Article 75 de la loi de 1859.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

défendeur n'a pu avoir connaissance de la citation, il peut, en adjugeant le défaut, fixer pour le délai de l'opposition le temps qui lui paraîtra convenable; et, dans le cas où la prorogation n'aurait été ni accordée d'office, ni demandée, le défaillant pourra être relevé de la rigueur du délai et admis à l'opposition, en justifiant qu'à raison d'absence ou de maladie grave, il n'a pu être informé de la citation.

ART. 115.

La partie opposante qui se laisse juger une seconde fois par défaut n'est plus admise à formuler une nouvelle opposition.

Article 76 de la loi de 1859.

ART. 116.

L'exécution provisoire des sentences peut être ordonnée avec ou sans caution, jusqu'à concurrence de 200 francs. Au-dessus de 200 francs, ces sentences ne peuvent être déclarées exécutoires que moyennant caution.

Article 77 de la loi de 1859.

ART. 117.

Les minutes de toute sentence sont portées par le greffier sur la feuille d'audience et signées par le président et le greffier.

Article 78 de la loi de 1859.

La rédaction des sentences contiendra les noms des prud'hommes, les noms, profession et demeure des parties, ainsi que l'exposé sommaire de la demande, de la défense, les motifs et le dispositif.

ART. 118.

Les sentences prononcées par le conseil de prud'hommes sont signifiées à la partie qui a succombé. Les expéditions des sentences sont revêtues de la forme exécutoire.

Article 79 de la loi de 1859.

Ces sentences peuvent être mises à exécution vingt-quatre heures après la signification.

ART. 119.

Ne sera pas recevable l'appel des juge-

Article 80 de la loi de 1859.

TEXTE

OBSERVATIONS.

ments mal à propos qualifiés en premier ressort, ou qui, étant en dernier ressort, n'auraient pas été qualifiés. Seront sujets à l'appel les jugements qualifiés en dernier ressort, s'ils ont statué, soit sur des questions de compétence, soit sur des matières dont le conseil de prud'hommes ne pouvait connaître qu'en premier ressort. Néanmoins, si le conseil s'est déclaré compétent, l'appel ne pourra être interjeté qu'après le jugement définitif et conjointement avec l'appel de ce jugement.

L'appel des jugements des conseils de prud'hommes ne sera pas recevable après les quarante jours qui suivront la signification.

ART. 120.

Les sentences qui ne sont pas définitives ne sont point expédiées, quand elles ont été rendues contradictoirement et prononcées en présence des parties.

Dans le cas où la sentence, prononcée comme il est dit ci-dessus, ordonnera une opération à laquelle les parties devront assister, elle indiquera le lieu, le jour et l'heure, et la prononciation vaudra citation.

Si le jugement ordonne une opération par des gens de l'art, le président du conseil de prud'hommes délivrera à la partie requérante cédule de citation pour appeler les experts, si ceux-ci refusent de comparaître volontairement; cette cédule fera mention du lieu, du jour et de l'heure, et contiendra le fait, les motifs et la disposition du jugement relatif à l'opération ordonnée.

Si le jugement ordonne une enquête, la cédule de citation fera mention de la date du jugement, du lieu, du jour et de l'heure.

ART. 121.

Toute partie qui succombe est condamnée aux dépens.

Peuvent néanmoins les dépens être compensés, en tout ou en partie, entre ascendants, descendants, frères et sœurs ou alliés au même degré, ou entre parties qui succombent respectivement sur quelque chef.

Article 81 de la loi de 1839.

Article 82 de la loi de 1839.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

TITRE IV.

DISPOSITIONS DIVERSES.

ART. 122.

Sont exemptés des formalités et droits de timbre et des droits d'enregistrement, les actes, jugements et autres pièces relatifs aux poursuites ou actions devant les conseils de prud'hommes exclusivement, ainsi que les registres tenus par les prud'hommes et les extraits ou certificats des dits registres qui peuvent être délivrés par eux aux intéressés.

Ces actes et pièces quelconques sont pareillement exemptés des formalités de l'enregistrement, excepté les citations, jugements et certificats, lesquels sont enregistrés gratis.

Article 83 de la loi de 1859.

ART. 123.

Le conseil de prud'hommes, sur l'exposé verbal de la partie qui désire obtenir le pro Deo, et sur la présentation d'un certificat d'indigence en règle, statue à l'égard de la demande, sans autre formalité.

Article 84 de la loi de 1859.

ART. 124.

Les prud'hommes ont droit à des jetons de présence. La quotité de ces jetons sera déterminée, dans chaque province, par la députation permanente du conseil provincial, en prenant comme base la moyenne d'une journée d'ouvrier.

Il est alloué, en outre, aux prud'hommes des frais de déplacement, lorsque le lieu de leur domicile est situé à une distance de plus de cinq kilomètres de la localité où siège le conseil. Ces frais de déplacement seront déterminés par un arrêté royal.

Article 85 de la loi de 1859.

ART. 125.

Il est alloué au greffier une indemnité annuelle à fixer par l'arrêté qui constitue le conseil de prud'hommes.

Ce traitement est à la charge de l'État.

Article 86 de la loi de 1859.

TEXTES.

OBSERVATIONS.

Les frais de papier, de registres et d'écritures, ainsi que les menus frais de bureau, sont supportés par le greffier.

ART. 126.

Un arrêté royal détermine les droits et émoluments du greffier, les salaires et indemnités des huissiers, ainsi que les sommes allouées aux experts et aux témoins entendus dans les enquêtes.

Article 87 de la loi de 1859.

ART. 127.

Tout greffier, tout huissier, convaincu d'avoir exigé des parties une rétribution ou taxe plus forte que celle à laquelle il a droit aux termes de l'article 126, est puni conformément à ce que prescrivent les articles 243 et 244 du code pénal.

Comparer à l'article 88 de la loi de 1859.

ART. 128.

A partir du 1^{er} janvier de l'année qui suivra la date de la mise à exécution de la présente loi, les frais des conseils de prud'hommes seront supportés respectivement par toutes les communes comprises dans le ressort du conseil en proportion du nombre des ouvriers industriels occupés dans chaque commune du ressort.

Article 89 de la loi de 1859 amendé par le Sénat.

La répartition sera établie par la députation permanente du conseil provincial.

ART. 129.

Les locaux nécessaires pour la tenue des séances sont fournis par les communes du siège de l'institution.

Article 90 de la loi de 1859.

Il en est de même des locaux pour les mises aux arrêts.

ART. 130.

Un règlement d'administration publique arrête l'emploi des fonds alloués, par les communes intéressées, aux conseils des prud'hommes, ainsi que l'ordre de comptabilité à suivre par ces conseils.

Article 91 de la loi de 1859.

TEXTE.

OBSERVATIONS.

ART. 131.

Chaque conseil de prud'hommes rédige son règlement d'ordre intérieur.

Ce règlement est approuvé par arrêté royal avant d'être mis en vigueur.

Article 92 de la loi de 1859.

ART. 132.

Sont applicables, sauf les modifications indiquées par la présente loi, les dispositions des lois électorales coordonnées visées ou non dans les articles précédents, qui peuvent être appliquées aux élections pour les conseils de prud'hommes.

Article 24 du projet de la Chambre modifié par le Sénat.

ART. 133.

Les nos 5 et 97 des lois électorales coordonnées sont abrogés.

Article 54 du projet de la Chambre modifié par le Sénat.

ART. 134.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

Les dispositions de la présente loi relatives à l'élection des prud'hommes seront applicables aux conseils actuellement existants à partir du premier renouvellement triennal.

Disposition introduite par le Sénat.

ART. 135.

La présente loi remplace la loi du 7 février 1859.

Cet article remplace l'article 38 du projet de la Chambre (1).

Bruxelles, le 3 avril 1889.

Les Secrétaires,

Le Président du Sénat,

B^{on} A. D'HUART.

C^{on} DE MERODE-WESTERLOO.

(1) L'article 38 du projet de la Chambre était conçu dans les termes suivants : *Le Gouvernement fera publier au Moniteur les lois sur les conseils de prud'hommes, coordonnées.*